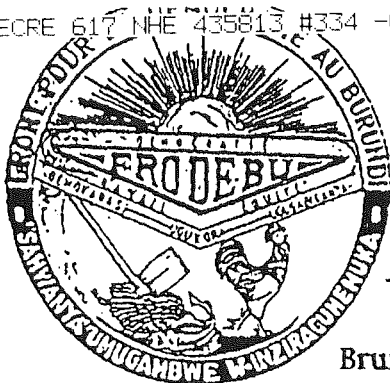


REPUBLIKA Y'UBURUNDI
UMUGAMBWE " SAHWANYA "
UHUZA ABAHARANIRA
DEMOKARASI MU BURUNDI



REPUBLIQUE DU BURUNDI
FRONT POUR LA DEMOCRATIE
AU BURUNDI

REPRESENTATION
EN BELGIQUE

Bruxelles, le 25 janvier 1995

COMMUNIQUE DE PRESSE

BURUNDI: L'armée rebelle au coeur des violences

"Le Burundi vit une sorte d'Apartheid (...); il ya danger d'explosion au Burundi, et nous appréhendons une influence néfaste de la crise burundaise sur notre pays". Ainsi s'exprimait, avec son flegme habituel, le Premier Ministre du Rwanda, Monsieur Faustin TWAGIRAMUNGU (RTBF-Radio, le 23 janvier 1995). C'était le lendemain d'une nouvelle flambée de violences, intervenue la nuit du dimanche 22 janvier. S'il est vrai que le Burundi connaît une véritable situation d'Apartheid, c'est à cause du "plan BAGAZA", qui consiste à opérer une partition du Burundi en " Tutsiland" et "Hutuland". Cela est déjà réalisé dans la province de Kirundo (Nord du Burundi) transformée en "Tutsiland", et est en passe de l'être dans la capitale, Bujumbura.

C'est tout le sens que d'aucuns au Burundi accordent à l'attaque de l'Hôpital militaire de Kamenge par un groupe d'assaillants non identifiés, la nuit du dimanche 22 janvier. Cette attaque se serait soldée par un mort du côté des assaillants, et un militaire blessé.

Quant à affirmer que la crise burundaise risque de déteindre sur le Rwanda, cela fait sourire, car c'est plutôt le contraire que nous devons craindre. Nul n'ignore la collusion criminelle entre le F.P.R. mené par son Chef d'Etat-Major, le Général-Ministre Paul KAGAME, et l'armée burundaise, à la solde des extrémistes tutsi, menés quant à eux par l'ancien dictateur Jean-Baptiste BAGAZA (voir: notre Communiqué de presse du 22 décembre 1994 " Le Burundi victime d'un complot international"). Or, c'est cette collusion qui menace justement d'interrompre le processus démocratique au Burundi.

Interrogés par les autorités du Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique sur l'attaque du 22 janvier 1995, des représentants de l'armée burundaise ont décliné toute responsabilité dans ces violences. Cependant, ils ont confirmé le décès d'un des assaillants, tout en se refusant à donner son nom. Par contre, ils ont infirmé toutes les autres informations parues à ce sujet. C'est ce qui a fait dire à un observateur présent à cet entretien, que la personne tuée a été victime d'une exécution extra-judiciaire.

De même, une certaine opinion nationale à Bujumbura affirme que l'attaque du 22 janvier serait une simulation par un groupe d'hommes en

-2-

armes, jouissant de la connivence de l'armée burundaise. Or, celle-ci est en rébellion ouverte contre les autorités civiles, depuis le putsch du 21 octobre 1993 qui a emporté la vie de Son Excellence le Président NDADAYE Melchior.

Une telle version est appuyée par le fait que dès le lundi 23 janvier 1995 à 8 heures du matin, les habitants hutu de la colline Sororezo, proche du quartier Mutanga de Bujumbura, ont été victimes d'attaques de la part de bandes de jeunes terroristes tutsi: les "Sans Echec". Ceux-ci étaient encadrés par des hommes en uniforme de la gendarmerie nationale (couleur bleu nuit). Selon des témoignages recueillis sur place, beaucoup de maisons ont été brûlées et beaucoup de biens pillés; il y a eu 5 personnes tuées (3 hommes et 2 enfants de 6 et 8 ans), sans compter un grand nombre d'hommes arrêtés par les gendarmes. Aussitôt, une centaine de déplacés ont demandé refuge près du "Monument de l'Unité" sur la colline Vugizo, surplombant Bujumbura.

Selon les témoignages recueillis auprès de ces déplacés originaires de Sororezo, des maisons brûlaient encore le mardi 24 janvier, et le nombre de victimes innocentes s'était alourdi. La radio-télévision nationale burundaise ne dit rien sur ces victimes, dont le bilan global reste inconnu.

Face à une telle situation, le danger d'explosion est bien réel, car l'armée burundaise, au lieu de jouer son rôle d'organe de protection des institutions et des citoyens, est plutôt au cœur des violences. Le Burundi fait donc partie des "cinq pays où la population est en danger" (La Libre Belgique, 25 janvier 1995, p.5).

Les démocrates burundais remercient l'Union Européenne pour sa récente déclaration sur le Burundi. Ils demandent aux nouvelles autorités européennes ainsi qu'aux autorités belges de hâter le pas, afin d'aider les dirigeants démocrates burundais à mettre fin au phénomène de l'impunité judiciaire, à réformer l'armée burundaise pour la rendre pleinement représentative de toutes les composantes nationales, et à rapatrier les réfugiés et les déplacés burundais dans la sécurité et la dignité pour tous .

Le Représentant du Parti SAHWANYA FRODEBU en Belgique,


Raphaël NTIBAZONKIZA